



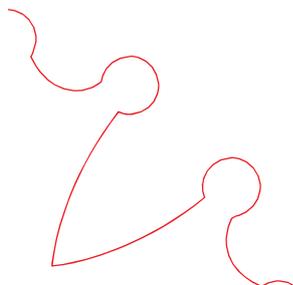
RÉGION OCCITANIE  
LANGUEDOC-ROUSSILLON  
MIDI-PYRÉNÉES  
Union des Élus de  
la Droite et du Centre



**Dossier de presse**

**Toulouse**

**Vendredi 28 septembre 2018**



## LE MOT DU PRESIDENT



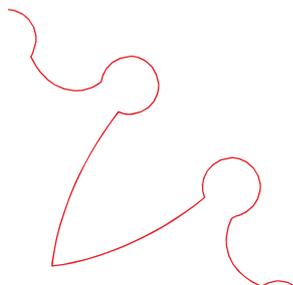
*“La Région Occitanie doit être une collectivité de proximité et le seul moyen d’y parvenir, c’est qu’elle se recentre sur ses compétences régaliennes.”*

**Christophe RIVENQ**  
**Président du Groupe UEDC**

*Proximité – Lisibilité – Efficacité*

### SOMMAIRE

1. Communiqué de presse
2. Présentation territoriale des élus UEDC
3. Brigitte RIVIÈRE, nouvelle élue UEDC du Lot
4. Mobilité - Equité territoriale
5. Education - Jeunesse
6. Au Cœur de l’Occitanie





Toulouse, le 28 septembre 2018

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Rentrée politique de l'opposition républicaine : Christophe RIVENQ dénonce les « angles morts de la politique régionale »

**Le groupe d'opposition UEDC au Conseil Régional, présidé par Christophe RIVENQ, fait sa rentrée politique lors d'une conférence de presse placée sous le signe de l'offensive.**

A l'approche du mi-mandat, Christophe RIVENQ poursuit ses visites dans les départements, avec les élus du Groupe UEDC, et investit le terrain des idées en créant un think tank baptisé Occit'Tank. Il dresse un premier bilan de l'action de la majorité régionale. Derrière les cocoricos et les autosatisfactions se cache une réalité plus contrastée : chômage persistant, décrochage de certains territoires, désertification, déséquilibres économiques... Faute de volonté et d'audace, la Région se montre incapable de corriger les inégalités de développement et de veiller à l'aménagement harmonieux du territoire régional.

Pour les élus UEDC, les raisons de cet échec sont multiples : une même majorité aux commandes depuis 20 ans paralysée par ses contradictions, une perte de temps dans des consultations citoyennes sans fin et la création d'agoras pléthoriques (Assemblée des Territoires, Parlements de la Montagne et de la Mer), des polémiques permanentes et stériles qui font perdre de vue l'intérêt régional, des choix dogmatiques et coûteux qui amputent les marges de manœuvre de la Collectivité qui en vient à négliger des politiques essentielles.

Pour Christophe RIVENQ, qui pointe du doigt les « angles morts de la politique régionale » (routes, irrigation agricole...), un changement de politique s'impose. L'Occitanie a besoin d'une politique qui prenne en compte tous les territoires (zones rurales, villes moyennes, métropoles) et défende pleinement les intérêts de notre Région face aux attaques dont elle est l'objet. Ainsi, le président de l'opposition régionale appelle à un rééquilibrage des investissements en faveur de la route – sacrifiée au profit du « tout rail » – ainsi qu'à une mobilisation en faveur du maintien des deux rectorats de Toulouse et de Montpellier, et invite la présidente de Région à plus de modestie en matière de communication.

#### **Contacts Presse :**

**Toulouse : Magali DAT - 05 61 33 54 48**

**Montpellier : Cédric DELAPIERRE - 06 61 91 84 70 – 04 34 35 77 01**

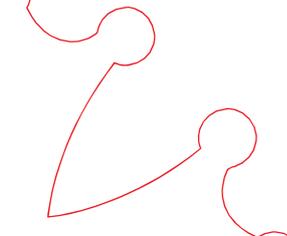


@UEDC\_Oc

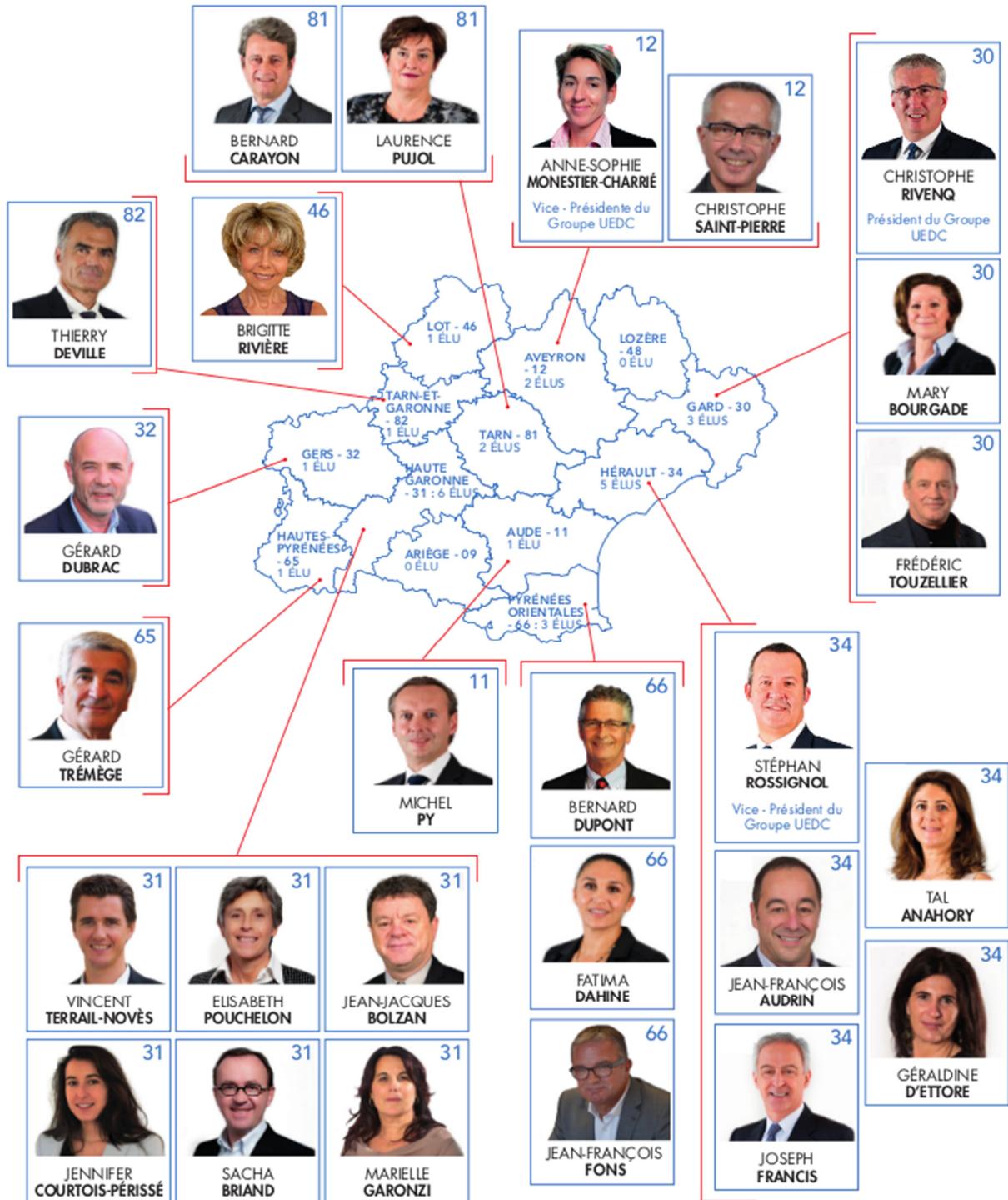


UEDC.Occitanie

[www.uedc-occitanie.fr](http://www.uedc-occitanie.fr)



# PRÉSENTATION TERRITORIALE DES ÉLUS UEDC



# UNE NOUVELLE ÉLUE UEDC

## Brigitte RIVIÈRE Conseillère régionale du Lot

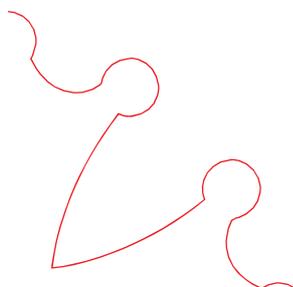
Brigitte Rivière est médecin.

Femme d'action et très impliquée sur le terrain, elle est conseillère municipale de Cahors et conseillère communautaire du Grand Cahors.

Dernière arrivée au sein du Groupe UEDC, elle remplace Aurélien Pradié, élu député du Lot, dont elle assure également la suppléance à l'Assemblée nationale.

Au sein du Conseil Régional, elle est membre de 3 commissions :

- Agriculture, agroalimentaire et viticulture
- Éducation, jeunesse
- Emploi, Formation professionnelle, Apprentissage



# MOBILITE – EQUITE TERRITORIALE

## Routes : la 5<sup>e</sup> roue du carrosse

ETATS DES LIEUX

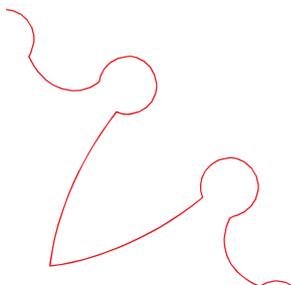
### Les automobilistes : les mal-aimés des pouvoirs publics

- Flambée du prix du carburant, augmentation incessante des tarifs des péages autoroutiers, hausse du coût du contrôle technique, multiplication du nombre de radars sur les routes : c'est un fait acquis dans notre pays, les automobilistes sont considérés par les pouvoirs publics comme de **véritables « vaches à lait »**.
- Parallèlement, l'état du **réseau routier national se dégrade** inexorablement (et les récentes annonces d'Elisabeth BORNE ne changeront rien dans l'immédiat).

CRITIQUES

### La route : angle-mort de la politique régionale

- La Région n'échappe pas au phénomène. Alors même que la présidente de Région a fait le **choix en 2016 d'harmoniser par le haut le tarif des cartes grises**, occasionnant un surcoût de 30 % dans l'ex-région Midi-Pyrénées, la majorité socialo-écolo-radico-communiste, prisonnière de ses propres désaccords et enfermée dans le dogme illusoire du « tout rail », ne propose **aucune stratégie en matière d'investissements routiers**.
- Sans doute **Carole DELGA ne veut-elle pas mécontenter ses alliés écologistes** ; ceux-là même qui s'opposent au projet d'autoroute Toulouse-Castres (future A 69), déclaré d'utilité publique par le Premier ministre. Ainsi les élus écologistes du Tarn, emmenés par Guillaume CROS, vice-président du Conseil Régional, continuent de combattre le projet sans réaction de l'exécutif.
- Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la Région consacre **29 M d'euros/an aux investissements routiers** ; ce qui représentent 3,5 % du budget alloué à la mobilité (796 M d'euros) et **0,8 % du budget régional** (3,5 milliards d'euros) !



# MOBILITE – EQUITE TERRITORIALE

## CRITIQUES

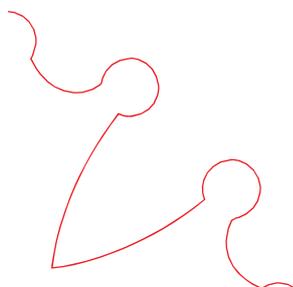
### Des chantiers qui avancent au rythme de l'escargot

- En guise de politique, la Région **se contente de dénoncer les retards de l'Etat** dans la mise en œuvre du volet routier du CPER et retarde les décisions indispensables à l'amélioration et à la sécurisation des itinéraires routiers d'intérêt régional.
- C'est d'autant plus incompréhensible que :
  - La Région est désormais **compétente en matière de transports scolaire et interurbain**
  - De nombreux chantiers avancent au rythme de l'escargot : **liaisons Tarbes-Lourdes et Rodez-Mende, déviation de Gimont, contournement Ouest de Nîmes, Lunel, déviation Est de Montpellier et Contournement Ouest de Montpellier, contournement de Montauban...**
  - Les itinéraires routiers d'intérêt régional sont essentiels pour le **développement équilibré de nos territoires ruraux** excentrés des métropoles et pour la **connexion entre les villes moyennes** qui constituent l'armature urbaine de notre Région.

## P PROPOSITIONS

### Il est temps de passer à la vitesse supérieure

- Si l'on veut **rendre notre Région accessible** à tous, et en 1<sup>er</sup> lieu à ses habitants, désenclaver les territoires ruraux et désengorger les itinéraires routiers saturés, **le TER ne suffira pas** ; qui plus est avec une nouvelle grille tarifaire aussi complexe que mal conçue.
- C'est d'une **politique routière régionale volontariste** dont nous avons besoin en complément de la relance des investissements routiers annoncée par Elisabeth BORNE.
- La Région doit, pour répondre aux besoins identifiés (routes, ouvrages d'art...) et aux attentes des habitants, consacrer, dès 2019, **200 M d'euros de crédits d'investissement chaque année** aux travaux de maintenance, de sécurisation et de développement du réseau routier.



# MOBILITE – EQUITE TERRITORIALE

## TER : entre cafouillage estival et refus de l'ouverture à la concurrence

ETATS DES LIEUX

### TER : une compétence à laquelle la Région consacre 360 M d'euros/an

- Les Régions sont les **autorités organisatrices des transports publics de voyageurs** (ferroviaires et routiers) ; elles exercent de fait la compétence TER **depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002**.
- La Région Occitanie consacre 360 M d'euros/an au transport ferroviaire (hors LGV) – en fonctionnement et en investissement – c'est-à-dire **10 % du budget régional et 11 fois plus que pour la route !** → Ainsi 285 M d'euros seront versés à la SNCF en 2018 pour faire circuler les TER que la Région achète et met à disposition gratuitement de la SNCF ; ce qui signifie que **la Région verse 800.000 euros/jour à la SNCF !**

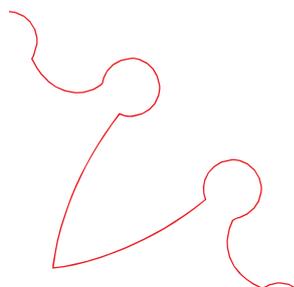
CRITIQUES

### Seulement 65.000 voyageurs empruntent les TER (20 lignes) quotidiennement

- Pour le Groupe UEDC, une **réflexion s'impose donc sur l'efficacité et la soutenabilité de la politique** du « tout rail » mise en œuvre et sur l'**indispensable rééquilibrage route/rail**. Il est regrettable que la majorité régionale ne l'envisage pas.
- C'est d'autant plus nécessaire que la Région fusionnée se montre incapable de créer un réseau régional réellement intégré, performant et aux tarifs attractifs.

### Les ratés de la nouvelle grille tarifaire

- Cette nouvelle grille a réservé de **mauvaises surprises à près de 2.000 abonnés en ex-LR**. En effet, le nouvel abonnement *FréquenciO*, mis en place par la Région pour remplacer l'ancienne carte *IllimiTER*, s'est traduit, sur certaines lignes TER, par des **augmentations vertigineuses de l'ordre de 150 % !** C'est un mauvais coup porté au pouvoir d'achat des usagers.



# MOBILITE – EQUITE TERRITORIALE

CRITIQUES

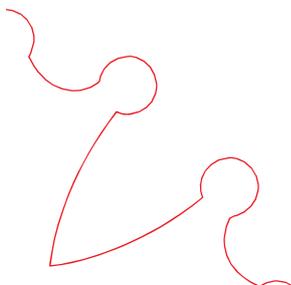
- Le groupe UEDC a dénoncé cette aberration. **Les services de la Région ont donc revu leur copie** (rendue publique début septembre par M. GIBELIN, vice-président communiste en charge des Transports). Bilan : la **hausse des tarifs est confirmée (de 7 à 137 %)** mais, en plus, l'équité entre les usagers n'est pas garantie et la grille tarifaire est encore plus illisible.
- **La raison de ce fiasco ?** L'adoption au printemps d'une **nouvelle convention** négociée par la présidente de Région avec la SNCF ; **convention que les élus d'opposition du groupe de la Droite et du Centre ont refusé d'approuver.**

## Ouverture à la concurrence : en finir avec le dogmatisme

- L'Union européenne fait **obligation** aux Etats d'ouvrir leur réseau ferroviaire national à la concurrence au plus tard en décembre 2023 avec **possibilité d'une ouverture progressive dès 2020.**
- L'Occitanie est, **avec la Bretagne, la seule région française à refuser l'ouverture progressive.** La raison ? La présidente de Région est à la fois **prisonnière de préjugés archaïques (défiance vis-à-vis des opérateurs privés) et de son alliance avec les communistes.**
- Ce sont les **habitants de la Région (pris en otage) qui, au final, paieront le prix de ce combat d'arrière-garde et des retards que ce choix va générer.**

## Infrastructures de transport / LGV : des arbitrages dans la fourchette basse

- 11 septembre : la ministre des Transports, **Elisabeth BORNE**, annonce les grandes orientations du Gouvernement.
- **Trop de flou demeure dans le calendrier de réalisation des LGV.** Selon le scénario le plus probable, la **LGV Bordeaux/Toulouse** ne serait finalisée qu'en 2038 ! Quid de la **LGV Montpellier/Perpignan** ? Et aucune annonce sur la **liaison Toulouse/Narbonne** !
- Le Groupe UEDC refuse de se satisfaire de telles annonces. **Il est inconcevable qu'il faille attendre 20 ans de plus (2038) pour relier Paris à la capitale régionale** en 3h10 quand Bordeaux, Lyon et Marseille sont déjà connectées !



# EDUCATION – JEUNESSE

## Réforme de la carte académique : La Région doit défendre le maintien des 2 rectorats

### ETATS DES LIEUX

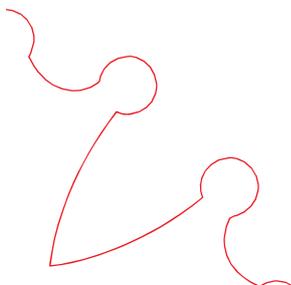
- Mai 2018 : **publication du rapport Weil préconisant l'alignement des académies métropolitaines (26) sur le périmètre des nouvelles régions administratives (13)**. Ce qui conduit à fusionner les académies de Toulouse et de Montpellier, mais aussi à installer le siège de la future académie à Montpellier (alors que l'académie de Toulouse compte 45.000 élèves/étudiants de plus et que Toulouse est capitale régionale).
- 30 mai 2018 : **Carole DELGA rencontre Jean-Michel BLANQUER à Paris**. Le lendemain, *Midi Libre* rapporte que « *contrairement à d'autres présidents de Région, elle ne demande pas la fusion des deux académies et souhaite le maintien des deux sites* ».

### CRITIQUES

- 7 août 2018 : article *Midi Libre* intitulé « Rectorats : vers un seul siège à Montpellier ? » où est fait état de **l'accord de Carole DELGA pour que le siège du futur super-rectorat soit à Montpellier**. La présidente de Région abdique sans mener combat.
- Le rapport WEIL n'avance **pourtant aucun argument valable pour justifier la fusion** des académies notamment dans les grandes régions. Au contraire, il propose une **usine à gaz** qui tourne le dos à l'impératif de proximité et qui sera coûteuse et inefficace. Celui-ci préconise : un super-recteur, un recteur adjoint en charge de l'enseignement supérieur et un recteur adjoint en charge de l'enseignement scolaire, **soit 3 recteurs là où, aujourd'hui, il y en a 2 !**

### PROPOSITIONS

- Le Groupe UEDC désapprouve cette réforme et déplore l'attitude de la majorité régionale. **L'Occitanie représente la plus grande région académique de France avec 13 départements, 550.000 élèves, 450.000 collégiens et lycéens, 250.000 étudiants et 40.000 enseignants**. Il faut maintenir les 2 rectorats ; comme le souhaite également la Région Hauts-de-France qui a adopté un vœu en ce sens pour Amiens et Lille. C'est au territoire d'inventer ses propres solutions, pas à la technocratie parisienne.
- Le Groupe UEDC proposera un vœu ou organisera un débat à l'occasion d'un point d'actualité lors de la prochaine Assemblée Plénière et adressera un courrier aux ministres concernés.



# AU CŒUR DE L'OCCITANIE

## Etats Généraux : « Occitanie au Cœur »

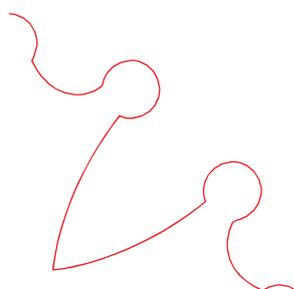
Il y a un an, les élus du Groupe UEDC organisaient à Tarbes un séminaire de travail, qui a abouti à l'acte fondateur de la reconquête de l'Occitanie. Ainsi, ils ont lancé une large réflexion sur les territoires, accompagnée d'un programme d'actions afin d'élaborer un nouveau projet régional.

Christophe RIVENQ et les élus UEDC poursuivent leur tournée régionale afin de rencontrer les habitants de chaque territoire, les acteurs locaux, politiques, économiques et associatifs. Chaque rencontre permet de faire remonter les besoins et les spécificités, tant pour les zones rurales, les villes moyennes que les métropoles. C'est en allant sur le terrain, avec une démarche d'efficacité et un regard pragmatique que des solutions innovantes seront proposées. C'est maintenant que s'écrit l'avenir.



Après avoir visité les départements de l'Ariège, de l'Aude, du Gard, du Gers, de l'Hérault, des Hautes-Pyrénées et du Tarn, la tournée continue au cœur de l'Occitanie.

**Le Groupe UEDC lancera les Etats Généraux « Occitanie au Cœur » qui aboutiront à un projet régional au plus près des territoires et de ses habitants.**



## **CONTACTS PRESSE**

**Magali DAT**

05 61 33 54 48

magali.dat@laregion.fr

**Cédric DELAPIERRE**

06 61 91 84 70 - 04 34 35 77 01

cedric.delapierre@laregion.fr



[www.uedc-occitanie.fr](http://www.uedc-occitanie.fr)

